

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Prestations de type traiteurs

Pouvoir adjudicateur :

IAE de Paris
8 bis rue de la Croix Jarry 75013
PARIS

Profil acheteur : www.e-marchespublics.com

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'exécution de :

Prestations de type traiteurs

Les différents points de livraison sont les suivants :

Points de livraison
Siège de l'IAE (à compter de janvier 2026 : 11 rue Ponscarne)
Petite et grande couronne parisienne

⚠ Le prix par convive doit intégrer le coût de la livraison. Les commandes seront passées FRANCO DE PORT.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lots	Description
1	Cocktails et buffets
2	Plateaux-repas, formules sandwich, tarte, quiche et salades
3	Petits déjeuners, goûters et galette des rois

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre attribué à un opérateur économique.

Les candidats peuvent soumettre des offres pour un ou plusieurs lot(s).

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre **avec montant maximum** est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant maximum pour la durée du marché (renouvellement compris) est indiqué ci-dessous :

Lot 1 : Cocktails et buffets

Année	Montant maximum HT
N	175 000, 00 euros
N+1	175 000, 00 euros
N+2	175 000, 00 euros
N+3	175 000, 00 euros

Lot 2 : Plateaux-repas, formules sandwich, tarte, quiche et salades

Année	Montant maximum HT
N	20 000, 00 euros
N+1	20 000, 00 euros
N+2	20 000, 00 euros
N+3	20 000, 00 euros

Lot 3 : Petits déjeuners, goûters et galette des rois

Année	Montant maximum HT
N	20 000, 00 euros
N+1	20 000, 00 euros
N+2	20 000, 00 euros
N+3	20 000, 00 euros

En raison de la nature des prestations du présent accord-cadre et de l'impossibilité de planifier le volume et les montants sur une période longue : en cas d'atteinte du montant maximum de la période considérée, l'accord-cadre pourra être reconduit par anticipation conformément aux dispositions de l'acte d'engagement.

Le titulaire en sera informé par écrit par le pouvoir adjudicateur.

De même, si le montant maximum de la période ferme ou de la période de reconduction n'était pas atteint au terme de la période concernée, le reliquat sera reporté sur la période suivante. Le report sera acté par une décision du pouvoir adjudicateur qui indiquera les nouveaux montants de chaque période, y compris la ou les périodes terminées. Cette décision sera transmise au titulaire.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins, lesquels bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro de l'accord-cadre;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

2 - Pièces contractuelles

Les **pièces contractuelles de l'accord-cadre** sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
2. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
5. Le bordereau des prix unitaires
6. Le mémoire technique du titulaire.
7. Les bons de commande

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement. Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un **(1) an, à compter de sa date de notification**.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 2 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

5.2- Reconduction du contrat

L'accord-cadre est reconductible tacitement. Il pourra être reconduit 3 fois pour une période de 12 mois, sans que sa durée totale n'excède quarante-huit (48) mois.

Dans le cas d'une non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision par un courrier en recommandé avec accusé de réception au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis de 3 mois.

L'absence de reconduction de l'accord-cadre n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire de l'accord-cadre.

⚠ Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 2 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

6 – Prix

6.1- Caractéristiques des prix pratiqués

Conformément aux dispositions de l'acte d'engagement, les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires.

6.2 Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes la première année d'exécution.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lots	Formules	Prix concernés
1	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (010545950 (n) / 010545950 (o))$	Tous
2	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (010545950 (n) / 010545950 (o))$	Tous
3	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (010545950 (n) / 010545950 (o))$	Tous

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lots	Code	Libellé
1, 2 et 3	010769178	Services de traiteurs et autres services de restauration base 2021

6.3 – Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3,0 % par ajustement.

7 – Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 – Avance

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois

le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2- Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 – Facturation électronique

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19750002800034

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un **délai global de 30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4- Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5- Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Bordereau de livraison :

Un bordereau de livraison accompagnant chaque élément livré est présenté au pouvoir adjudicateur qui le date et le signe pour attester de la livraison. Un exemplaire du bordereau est remis à chacune des parties.

Ce bordereau comporte au minimum :

- ↳ La référence du marché,
- ↳ La date de livraison,
- ↳ L'identification précise du destinataire,
- ↳ L'identification des fournitures livrées,
- ↳ Les quantités livrées.
- ↳ La signature du bordereau de livraison ne vaut pas admission au sens de l'article 25.1 du CCAG/FCS et ne saurait remplacer la procédure prévue à cet effet au présent CCAP.

11 – Constatation de l'exécution des prestations

11.1 – Suivi des commandes

Le titulaire s'engage à mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur un **correspondant spécifique nommément désigné**, qui puisse être joint en permanence aux heures de bureau par téléphone ou par courrier électronique.

Ce correspondant doit fournir toute information nécessaire sur les commandes, les facturations en cours, les livraisons. En cas d'absence, le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur le nom de son remplaçant.

11.2 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison ou de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-FCS.

Toute irrégularité dans l'exécution des prestations fera l'objet d'une réclamation qui devra elle-même faire l'objet d'un suivi et d'une réponse écrite. Le titulaire mentionnera la suite réservée à la réclamation. Le titulaire devra, en réservant à cette réclamation la suite la plus favorable et la plus rapide, éviter qu'elle ne se renouvelle.

D'une façon générale, pour toutes les prestations, le non-respect de ces prescriptions pourra entraîner la résiliation du marché.

11.3- Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités pour non-respect des délais contractuels

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 50,00 € TTC.

Par dérogation au CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités journalières de retard.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel de livraison, une pénalité forfaitaire de 250,00 € TTC.

12.2 - Pénalités pour non-respect des obligations contractuelles

Le titulaire encourt l'application des pénalités pour non-respect des obligations contractuelles par le pouvoir adjudicateur d'un montant égal à 100 euros (cent euros) par constat (applicable à la discrétion du pouvoir adjudicateur).

12.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Résiliation du contrat

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

14.1 – Résiliation au motif de l'intérêt général

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

14.2 – Résiliation au torts du titulaire

Le présent accord-cadre pourra être résilié à tout moment par l'acheteur aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et avec exécution des prestations à ses frais et risques jusqu'au terme prévu de l'accord-cadre, dans les conditions définies ci-après :

- En cas de non-conformité des prestations réalisées au cahier des charges ou aux fiches techniques,
- En cas de retards d'exécution manifestes et répétés,
- En cas de modifications des prestations sans information préalable,
- En cas d'erreurs de facturation répétées,
- En cas de manquements répétés au cahier des charges,
- En vertu de la clause de sauvegarde,
- En cas de mauvaises exécutions répétées,
- En cas de non-transmission des documents d'exécution du marché (attestation d'assurance, ...).

Une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution aura été préalablement notifiée au titulaire par l'acheteur. Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la décision de résiliation interviendra après que le titulaire aura été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

La résiliation du marché prendra effet à la date fixée dans la décision notifiée par l'acheteur.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, faute par le titulaire de pouvoir exécuter la totalité des prestations commandées par l'établissement à la date contractuelle d'exécution, la réalisation des prestations concernées pourra être assuré par d'autres prestataires aux frais et risques du titulaire en défaut, après information par écrit (courrier ou mail).

En cas de différence de prix au détriment du pouvoir adjudicateur, celle-ci est mise de plein droit à la charge du titulaire et déduite d'une facture présentée en paiement à son profit, ou à défaut fait l'objet d'un titre de recette émis à son encontre par les services du pouvoir adjudicateur.

A compter de sa mise en place, l'exécution par un tiers exempt le titulaire des pénalités de retard mentionnées au présent CCAP.

14.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

16 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services